

Néanmoins, le symbolisme qui transpire de la Déclaration de Doha a une signification profonde (en particulier la mention répétée du traitement spécial et différentiel accordé aux pays en développement). On peut en dire autant des initiatives visibles des États-Unis et de l'Union européenne pour « rallier » l'Afrique avant et durant ces rencontres. En comparaison, le Sud n'avait pas joué un grand rôle à Punta del Este. On ne saurait donc trop insister sur l'importance des questions de développement dans le programme de travail actuel.

Mais il ne sera pas facile pour les pays industrialisés de donner suite à leur promesse : les questions qu'ils voudraient voir aborder de façon prioritaire (l'aide technique et le renforcement des capacités) supposent bien souvent des transformations institutionnelles à long terme et leurs résultats peuvent être difficiles à mesurer, tandis que les questions qui semblent importer le plus aux pays en développement (l'accès aux marchés pour les produits agricoles, les textiles et les vêtements, où ils font face à des barrières tarifaires souvent prohibitives) sont ceux où les ajustements économiques et les sacrifices politiques échoient aux pays industrialisés. En outre, un important écart persiste entre le montant de l'aide publique au développement nécessaire pour réaliser les promesses faites et les sommes identifiées jusqu'ici.

Dans l'optique des questions de gouvernance, l'avenir de l'OMC semble incertain. L'érosion de la zone tampon entre la politique intérieure et la politique internationale, en cours depuis au moins le Cycle d'Uruguay (et, dans une certaine mesure, le précédent Cycle de Tokyo), devrait s'accélérer à la faveur des pressions exercées en vue d'une libéralisation supplémentaire du commerce des services dans le cadre du Cycle de Doha. Il n'est pas clair que l'OMC, et en particulier son mécanisme de règlement des différends, peut composer avec ce fardeau supplémentaire. Il reste aussi à voir comment l'OMC pourra fonctionner en tant que forum de négociation à 144 membres, au sein duquel figure dorénavant un interlocuteur méconnu, en l'occurrence la Chine.

Enfin, il y a la question plus vaste de la cohésion internationale, qui englobe non seulement le système